TRIBUNE n° 1

Bulletin du courant 1 du PSU

CONGRES NATIONAL DE VENISSIEUX 10- 11 et 12 Juin 1983

Les deux années qui viennent seront déterminantes dans l'échec ou la réussite de la gauche. Nous avons défini dans le Manifeste de Toulouse une alternative de société, le socialisme autogestionnaire, nous avons commencé d'élaborer dans l'Utopie Réaliste des analyses et des réponses à la crise et aux mutations de la société. Mais nous n'avons pas réussi à ce qu'une majorité dans la gauche et le mouvement social s'en saisissent pour intervenir dans le champ politique.

UNE NOUVELLE CREDIBILITE

Devant l'importance de l'événement que constitue, pour le Parti, la première participation du P.S.U. à un gouvernement, bien des certitudes ont volé en éclat. Nous n'avons pas voulu entrer dans cette histoire à reculons. Nous assumons l'entrée au gouvernement, tous les aspects positifs qu'elle comporte en terme de crédibilité, d'audience et de possibilité de développement comme toutes les contradictions qu'elle porte en germe. Participer à un gouvernement, qui réunit exclusivement des forces de gauche sans avoir été contraint à abandonner aucune de nos convictions au moment où la gauche se trouve en difficulté face à la droite, nous assure une plus grande compréhension populaire..

Utiliser les possibilités ainsi offertes pour montrer notre capacité à faire autrement de la politique, à développer nos liens avec le tissu associatif, à promouvoir des actions significatives dans un secteur où nous avons mené tant de luttes sur le terrain, est un premier enjeu.

Pour autant nous ne devons pas prendre le ministère pour le tout.

A quoi servirait, l'intérêt nouveau que l'on nous porte si nous n'en profitons pas pour affirmer plus fortement la présence et l'identité du P.S.U. ?

Nous avons montré que nous ne fuyons aucune responsabilité pour concrétiser notre soutien, nous devons nous donner les moyens d'affirmer avec autant de force nos critiques et nos propositions. Nous en avons la capacité:

Les élections municipales nous ont permis de tisser un réseau serré d'élus qui serviront de relais au mouvement associatif et au mouvement social.

Elles ont manifesté l'existence d'un fort courant de soutien critique que nous devons capter.

La gauche saura-t-elle se donner les moyens de se frayer une voie dans un environnement hostile ou laissera-t-elle la droite reconquérir le pouvoir? Notre parti saura-t-il profiter de la situation nouvelle où il se trouve placé? Réussira-t-il à y adapter sa pratique militante, son mode de fonctionnement et de direction?

L'heure n'est plus aux tergiversations et à la mauvaise conscience. Elle est au contraire à l'affirmation de notre réalité et de notre dynamisme.

Où on reparle de la lutte des classes ...

Un fait essentiel domine le présent: le conflit entre les forces et couches sociales qui ont voulu la victoire de la gauche, sans en attendre forcément toutes la même chose et ceux qui se mobilisent maintenant pour défendre l'ordre passé et restaurer leurs privilèges. Cela traduit la lutte des classes aujourd'hui.

Elle s'étend à la planète entière à travers l'affrontement pour établir un nouveau partage du monde et reporter sur les couches populaires et le tiers monde le poids des conséquences de la crise et la mise en place d'une issue capitaliste à cette crise. C'est pourquoi la présence de la gauche au pouvoir, quelles que soient les concessions qu'elle peut faire, devient proprement intolérable à la droite. Les perspectives d'"ouverture au centre" se tarissent. Sur les plans économique, industriel et financier, le patronat mène un combat d'opposition pour rester maître du jeu. Tandis que les forces politiques de droite réveillent des mouvements corporatistes hétérogènes, dans le but de déstabiliser le pouvoir de la gauche.

C'est ce conflit droite/gauche qui va dominer la vie politique de notre pays dans les 3 ans qui viennent. Le danger à terme d'un retour de la droite au pouvoir est important,

Quant monte le débat ...

Depuis deux ans le gouvernement a mis en oeuvre un ensemble de réformes très important. Il laissera certainement une trace profonde dans l'histoire de notre pays. Certes, la plupart de ces réformes ne sont pas allées "jusqu'au bout" des intentions initialement proclamées. Elles n'ont pas apporté, pour l'instant, de modifications dans la manière d'exercer le pouvoir... Elles sont donc loin d'avoir répondu à un projet autogestionnaire de transformation sociale. Mais, telles qu'elles sont, elles amorcent un changement de structures institutionnelles et économiques .

Avec leur contenu positif, comme avec leurs limites, elles constituent un acquis et un reflet des luttes menées depuis une vingtaine d'années.

En même temps, le gouvernement a mené une politique économique et sociale relativement contradictoire. Dès les premiers mois, conformément à ses promesses électorales, le nouveau pouvoir de gauche a cherché à relancer la consommation tout en maintenant notre pays dans le tissu des liens économiques et financiers extérieurs. Ce faisant, il s'est conformé à sa logique traditionnelle des partis sociaux-démocrates: répartir plus justement les fruits d'une société en expansion. Mais, hélas, les fruits étaient déjà mangés.

Une telle démarche, s'appuyant sur la logique du Programme Commun et du projet socialiste ne tenait pas compte de la nature et de la profondeur de la crise.

Devant les difficultés grandissantes et sous la pression des pays occidentaux

un changement brutal a été opéré en exerçant une pression sur la consommation, espérant ainsi parvenir à une amélioration des équilibres internes et à une diminution du déficit extérieur.

Le coût social de ces mesures, notamment l'augmentation du chômage, risque d'être lourd d'ici un ou deux ans. Il menace par là sérieusement la cohésion de la base sociale de la gauche. On peut aussi douter de son efficacité économique, en particulier pour la modernisation de l'industrie française, tandis que la différence d'inflation avec les principaux pays industrialisés risque de se maintenir.

Les débats que ce constat suscite au sein de la gauche traditionnelle, montrent à quel point elle n'avait pas pensé de projet de rechange. Les mesures gouvernementales: ne font que répondre aux impératifs financiers sans vouloir appréhender l'avenir.

Cette politique repose sur l'espoir d'une reprise venue d'ailleurs.

Dans une période difficile où la gauche à bout de cohérence cherche le moyen de sortir de l'impasse, la politique gouvernementale a pu apparaître pour de nombreux militants comme la seule possible. Rien n'est plus faux, la C.F.D.T. a démontré le contraire au travers de ses propositions concernant la sélectivité de la rigueur, la destination et le contrôle des fonds d'épargne, etc...

Il est à la fois significatif et inquiétant qu'aucune force politique n'ait été capable de porter "haut et fort" ce type de contestation et de proposition à la politique gouvernementale.

Le P.S.U. ne peut se satisfaire d'un tel constat.

La montée du cours du dollar, l'augmentation du chômage, l'aggravation du déficit de la protection sociale placent la gauche devant des choix qui l'engagent pour l'avenir.

La crise doit donc être considérée comme une opportunité dont les forces socialistes doivent tirer parti pour aboutir à un autre type de société. En conséquence, toute politique qui recherche une issue de gauche à la crise ne peut avoir pour objet de restaurer les conditions de la croissance antérieure et doit tenir compte d'une situation de stagnation prolongée.

Quelles ruptures, quelles propositions, quelles priorités?

Deux dangers guettent la gauche. La philosophie du libéralisme économique et le recours aux politiques monétaires d'une part; le repliement dans l'étatisme et

le nationalisme d'autre part. Pour sortir des recettes de l'économie politique classique, une autre voie s'impose. Dans cette perspective, il s'agit de définir un projet où l'emploi, le partage du travail et des revenus seront au centre de la politique économique et sociale éhagissant pour une réduction massive du temps de travail (cf. Projet de loi des 30 heures) et pour un autre modèle de développement (autocentré en particulier) et de consommation. Pour ne pas hypothéquer cet avenir, il faut, malgré les difficultés rencontrées, assurer coûte que coûte le maintien d'un niveau d'activité économique qui n'aggrave pas le chômage et garantisse l'investissement productif et donc refuser la régulation par la baisse de la consommation des couches populaires. Pour assurer le maintien du pouvoir d'achat des couches populaires, il faut une véritable redistribution des revenus au travers du partage du travail, d'une réforme de la fiscalité, de la protection sociale, d'une révision antihierarchique de la grille des salaires. Il s'agit également de réformer la fiscalité pour imposer davantage les revenus du patrimoine (et le patrimoine lui même) que ceux qui résultent de l'activité des entreprises et du travail, afin de dégager les moyens nécessaires à la modernisation industrielle. Il convient de donner la priorité à la reconquête du marché intérieur de manière à retrouver les marges

de manoeuvre nécessaires à la fois à la réduction du déficit extérieur et à la restructuration industrielle (1)¹

Une telle politique ne peut être mise en oeuvre que si elle s'appuie sur l'intervention active des travailleurs. Il faut donc procéder à un véritable partage du pouvoir dans l'entreprise par le développement des droits et pouvoirs des travailleurs, le développement de leur capacité d'intervention, sur les conditions et l'organisation du travail; sur l'introduction des nouvelles technologies, afin de permettre une autre productivité du travail fondée sur l'initiative ouvrière.

Ces propositions concrètes constituent le fondement d'une perspective autogestionnaire.

Quelle politique extérieure?

Accentuation de la crise, conflits d'intérêts et course aux armements renforcent les risques de guerre au moment où la famine et le sous-développement s'accroissent. Nous devons lutter contre l'attentisme, agir pour la désagrégation des blocs et pour le désarmement, appuyer les éléments positifs du discours de Cancun, réexaminer la politique de vente d'armes en étudiant les solutions de reconversion et soutenir une proposition de "gel" des armements nucléaires en France et dans le monde.

Dans un tel cadre, il nous faut tenter de constituer à moyen terme, par un rapprochement avec les pays non-alignés, une zone de relance concertée avec des pays européens et en voie de développement.

Les enjeux et les limites de la participation gouvernementale

Mais ces objectifs ne sont pas aujourd'hui majoritaires au sein de la gauche, même s'il peuvent trouver un soutien bien au-delà des frontières du P.S.U. C'est ce soutien qu'il faut aujourd'hui organiser et élargir par le débat, le regroupement et l'action de tous ceux qui ne us sont proches.

En même temps nous devons interpellier les forces de gauche: l'unité est-elle réservée aux seules périodes électorales? Que devons-nous et pouvons-nous faire ensemble sur le terrain? Quelles réflexions et quelles réponses communes devons-nous aujourd'hui opposer à la contestation rampante des corporatismes? Quelles actions devons-nous mener de concert face au dangereux développement d'une idéologie de la sécurité et du racisme? Quel projet social peut mobiliser la gauche aujourd'hui?

Nous devons contraindre au débat et au-delà à l'action unitaire. C'est un combat

¹Dans le domaine énergétique en particulier? ~e coOt pétrolier reste le poste le plus important dans le déficit du commerce extérieur. Il faut le diminuer par une politique d'économie d'énergie, de développement des énergies nouvelles en accroissant considérablement les prérogatives et les moyens de l'Agence française pour la Maîtrise de l'Energie. L'absurdité de la politique d'équipement électronucléaire, fondée sur une forte croissance, ne tardera guère à éclater au grand jour.

politique que nous devons mener à tous les niveaux, aussi bien (et sans doute d'abord) au plan local que national.

L'enjeu: changer une politique qui va à l'échec si nous n'en dévions pas le cours, éviter la rupture entre le gouvernement et les bases sociales de la gauche.

Nous ne pensons pas que le principal virage de la politique du gouvernement et des priorités des forces de gauche se situent derrière nous, mais bien devant nous dans le choix d'une logique de transformation autogestionnaire ou de l'utilisation du changement social.

La priorité absolue du P.S.U. pendant les mois qui s'ouvrent est de permettre de dégager un accord majoritaire des forces sociales et politiques de changement en une alternative anti productiviste et autogestionnaire.

En tout état de cause, la nature des choix gouvernementaux ou majoritaires de la gauche permet de fixer les limites à notre participation gouvernementale.

5.- POSER LES JALONS D'UN PARTI INFLUENT POUR L'AUTOGESTION

La crise a des conséquences contradictoires sur le corps social. D'une part, elle attise les corporatismes, d'autre part, elle favorise l'émergence d'une nouvelle conscience politique et syndicale.

Les représentations politiques traditionnelles sont ou seront remises en cause ne serait-ce que parce qu'elles sont incapables d'honorer les contrats qui les lient aux couches sociales dont elles défendent les intérêts. Le Parti Communiste et le Parti socialiste paraissent à terme menacés par ce type de contradiction. L'organisation politique qui saura convertir les contrats d'intérêts, en solidarité autour d'un projet mobilisateur, a des chances d'attirer à elle de nombreux militants et militantes.

L'échec de l'extrême gauche, la régression politique des écologistes "organisés" montre qu'il n'est pas de solution à l'affirmation d'une politique alternative hors de la gauche.

La famille autogestionnaire existe. Nous y avons ces dernières années, perdu de notre poids et de notre audience surtout au profit de sa composante droitrière. En outre vers la CFDT ont reflué beaucoup de ceux qui se contentent de son orientation politique parce qu'ils n'osent plus croire à notre efficacité.

Malgré la diversité des organisations politiques, syndicales, associatives, culturelles qui se réclament de pratiques ou de perspectives autogestionnaires, le mouvement autogestionnaire n'a pas d'expression politique de masse.

Ce n'est pas un mince enjeu pour le PSU que d'oeuvrer à sa constitution et de peser pour qu'il s'oriente vers des choix clairs.

Nous devons dès maintenant poser les jalons d'un parti de masse pour l'autogestion en affirmant vouloir parler au plus grand nombre et en s'interdisant de réduire nos interventions à un témoignage idéologique. L'action et les positions du PSU doivent être sans ambiguïté, simplement explicables et s'inscrire dans la réalité du débat politique, pour être opératoires.

Le PSU sera peut être. .moins pointilleux sur bien des questions, au moins sera-t-il le creuset des regroupements nécessaires à la transformation de la société dans le sens que nous préconisons.

Plus concrètement, le PSU doit montrer sa volonté de s'adresser au plus grand nombre en procédant à une baisse planifiée du taux de ses cotisations. L'augmentation du nombre de ses adhérents, la recherche d'autres sources de financement doit permettre l'équilibre des comptes. Nous devons nous doter d'une organisation permanente plus conséquente, notamment pour l'animation d'un important secteur entreprise économique et sociale.

Il faut faire de l'organisation des élus une ~es priorités pour éviter que ne se reproduise la situation du précédent mandat municipal qui a vu les liens des élus avec le parti se relâcher.

Les secteurs doivent retrouver une nouvelle vitalité, les responsables se réunir avec le bureau politique à intervalles réguliers. Inutile d'insister sur l'ardente nécessité de reconstituer la Commission Environnement Cadre de vie et de la mise en place d'une Commission de coordination entre le Parti et le secrétariat d'Etat.

Le PSU doit mener à bien l'organisation régionale du Parti. Dans ce domaine, plusieurs permanents régionaux doivent donner un véritable contenu à un tel projet. Il serait pour le moins paradoxal que la nouvelle crédibilité du PSU ne lui assure pas les moyens de son ambition.

Les plans d'action nationaux doivent être débattus dans les fédérations. Nous demandons un engagement des futurs membres de la DP de travailler sur les axes de campagne qui seront décidés à tous les niveaux.

Sur les différentes articulations du Parti en ce il faut qu'il y ait des aller et retour pour que axe de travail il soit défini sur le terrain.

La réforme statutaire concernant l'élection de la DP va entrer en vigueur à ce Congrès. C'est une chance et une opportunité qu'il faut saisir pour transformE les pratiques de vie interne et les modes de direction du Parti. Il ne faut pas subir cette réforme, mais bien exploiter toutes les potentialités qu'elle renferme.

La majorité de la DP va être dorénavant élue par les fédérations et les régions. Ces élus seront mandatés et révocables par ceux qui les auront désignés. Nous pourrons ainsi approcher un mode de fonctionnement qui soit en accord avec nos orientations autogestionnaires. Cela signifie en clair que la responsabilité du débat et de la Direction politique va être entre les mains des structures de base du Parti. C'est une évolution importante dont il faut mesurer les enjeux et les conséquences dans la vie quotidienne des fédérations et des sections.

Si l'on ne veut pas sombrer dans un localisme ou un corporatisme fédéral, il va falloir inventer un travail de liaisons horizontales interfédérales tout à fait nouveau. Cela repose en d'autres termes la questinn de la formation politique dans le parti afin de permettre aux militants, aux sections et aux fédérations d'assumer ces nouvelles responsabilités. "

Le fonctionnement interne du parti est un choix d'orientation politique indissociable des autres (unité conflictuelle de la gauche, soutien critique pour l'alternative autogestrnnaire,

autonomie du parti vis à vis du ministère et du gouvernement...)

Les circonstances dans lesquelles s'est effectuée l'entrée mettent en évidence l'incapacité des instances dirigeantes biguities du pacte majoritaire issu du Congrès de Nantes et le Parti un débat collectif et démocratique.

C'est pourquoi les statuts du Parti devront être remis en chantier pour les rendre applicables et permettre un véritable exercice de la démocratie.

Des axes de travail en prise sur l'actualité politique

- Les questions économiques et sociales: dans la foulée de la Convention des 28 et 29 mai, relancer le secteur entreprise, économique et social ; rédiger un document à large diffusion de présentation de nos propositions prenant en compte le droit au travail des femmes et la nécessaire égalité des hommes et des femmes dans le travail.

- La lutte contre le racisme: Le caractère multiculturel de notre pays est une donnée de fait, nous devons contribuer à lui donner un sens positif.

Le PSU soutiendra la campagne pour la carte unique pour tous de dix ans, participera aux collectifs anti-racistes locaux en faisant en sorte qu'ils soient ouverts à toutes les composantes populaires et agira à son niveau, pour la constitution du collectif national pour l'égalité des droits et contre le racisme.

- Le mouvement en faveur de la paix: à la suite de la Convention de Berlin et d'un rassemblement du Larzac les 6 et 7 août, il s'agit de participer à la naissance d'un véritable mouvement de masse indépendant pour la Paix comme il en existe dans les autres pays européens.

- Une campagne pour des avancées démocratiques: Loi électorale, financement des Partis décentralisation, droits des immigrés.

- Minorités nationales dans notre pays: Reconnaissance de leur spécificité, droit à l'éducation dans la langue originelle, intégration, des écoles Ikastola, Brassole, Diwan, etc... attribution de subventions sans discrimination.

- Les élections européennes:

- Une campagne sur les modalités de vote aux européennes notamment de la barre des 5%, droit de vote aux immigrés européens, sera coordonnée avec **d'autres** partis ou associations d'Europe.

- Une commission européenne se tiendra au mois de novembre. Elle traitera des problèmes du désarmement nucléaire, des solidarités économiques, de transformation des rapports avec le tiers-monde, etc, elle élaborera la plateforme pour les élections de 1984.

Enfin, dix ans après le Congrès de Toulouse, c'est à la rédaction d'un nouveau Manifeste, programme alternatif autogestionnaire, que nous devons nous attacher.